

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

Word et Ilmitrophes.....	3 mois, 32 00;	6 mois, 60 00;	1 an, 75 00
Autres départements.....	— 33 00;	— 62 00;	— 80 00
Belgique.....	— 35 00;	— 65 00;	— 85 00
Union Postale: Tarif B.....	— 45 00;	— 75 00;	— 100 00
Tarif A.....	— 50 00;	— 80 00;	— 100 00

RÉDACTION.....
ANNONCES.....

ROUBAIX.....	63 à 71, Grande-Rue, Tél. 227.52, 227.53, 227.54
TOURCOING.....	21, rue Carah, Tél. 37
LILLE.....	3, rue Faldherbe, Tél. 539.51
PARIS.....	24, Boulevard Pétionnière, Tél. Providence 77.84
MOUSCRON.....	105, rue de la Station, Tél. 5.44

CESSIONS
POSTAUX
77 LITRE

UNE CRISE INATTENDUE ET DÉCONCERTANTE

La Chambre refuse les pleins pouvoirs au Gouvernement Bouisson, qui démissionne

Après avoir obtenu 200 voix de majorité sur le renvoi des interpellations, le Ministère est mis en minorité de 2 voix sur les pleins pouvoirs

Le Président de la République fait immédiatement appel à M. Laval, qui conseille de revenir à M. Bouisson et à M. Bouisson, qui indique M. Jeanneney

BILLET PARISIEN

Au bord du gouffre

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 4 juin (Minuit).

La France entière et l'étranger qui tous observent avec stupeur que le Cabinet Bouisson, formé en vue de l'agir pour le salut du franc, a été renversé par la Chambre, qui ne sait pas ce qu'elle veut !

M. Fernand Bouisson, avant de constituer son ministère, avait obtenu des groupes — des radicaux à la droite — la promesse des pleins pouvoirs. Et voilà que le nouveau Gouvernement est renversé précisément sur cette question des pleins pouvoirs, malgré l'assurance donnée par lui que les décrets seraient pris avant le 1^{er} octobre et présentés à la ratification des Chambres avant le 1^{er} janvier de l'année prochaine. Cette attitude contradictoire donne la mesure de la confusion qui règne à la Chambre.

Aussi bien, cette confusion apparaît dans le scrutin lui-même, le Gouvernement n'ayant été battu que par deux voix de majorité. Ce n'est pas seulement la Chambre qui est divisée et hésitante, c'est encore le groupe radical-socialiste cruellement partagé entre ceux qui, avec M. Herriot, songent avant tout à l'intérêt national, et ceux qui ne pensent qu'à l'intérêt électoral.

Car cette dramatique séance de mardi après-midi a été dominée par cette chose honteuse qu'est l'intérêt personnel lorsqu'il est en compétition avec l'intérêt de la patrie. Le Cartel élargi, appelé désormais Front commun, s'est reconstitué au Parlement comme il s'est reconstitué en maints endroits lors de la dernière consultation électorale. Le salut du franc est passé après le salut des comités électoraux.

Les députés, en émettant un tel vote, ont-ils, de moins, envisagé l'avenir immédiat ? Point du tout, et c'est leur inconscience qui confondra le plus tout observateur impartial. Il semble que leur hostilité se soit plus spécialement marquée à l'encontre de M. Caillaux dont l'ardeur déflationniste a effrayé plus d'un député. Le vote de mardi est l'expression de la facilité contre l'énergie, de l'imprévoyance contre l'esprit de sacrifice.

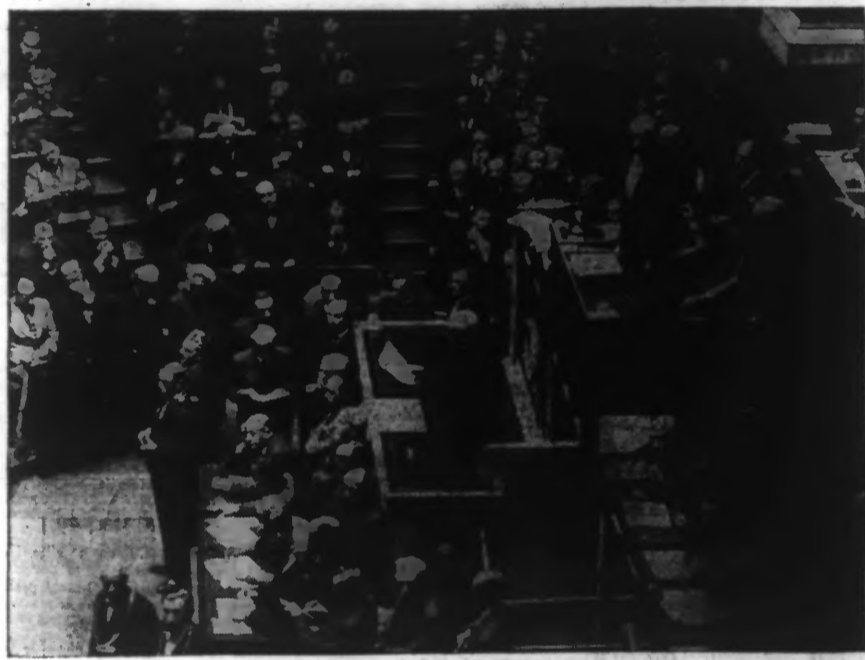
Mais, qui va assumer la mise en pratique d'une politique de facilité ? Ne rien faire, n'est-ce pas laisser le franc descendre la pente savonnée que nos vicissitudes de 1926 nous ont trop bien fait connaître ? La dévaluation ? Mais ni le pays, ni la Chambre n'en veulent ! Alors, il faut bien revenir coûte que coûte aux pleins pouvoirs.

Il faut revenir aussi, n'en déplaise à une Chambre indisciplinée, à l'Union nationale, car toute expérience cartelliste, en raison de la défiance qu'elle inspire, ne ferait que précipiter les déboires monétaires. Il faut reprendre la voie tracée par le Cabinet Bouisson, quel que soit l'homme qui gouvernera demain la France. Et si la Chambre s'obstine à ne pas le comprendre, elle ferait le lit de la dictature ou de l'anarchie.

R...

M. René Renoult comparait aujourd'hui devant les jurés de la Seine

Paris, 4 juin. — M. René Renoult comparait mercredi devant la Cour d'assises de la Seine, présidée par M. Peyre, pour « trafic d'influence ». Ce « crime » entraîne la peine de la dégradation civique et, en cas de circonstances atténuantes, la prison. Le procureur général, M. Fernand Roux, lui-même, assisté de l'avocat général Cassagnau, occupa le siège du ministère public. M^{rs} Ernest Valier, Maurice Ribet et André Berthoin seront au banc de la défense.



A LA TRIBUNE, M. BOUISSON LISANT LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE (Ph. France-Press.)

La séance de la Chambre au cours de laquelle M. Fernand Bouisson a présenté son Gouvernement s'est terminée par un coup de théâtre. Le Cabinet a été mis en minorité par deux voix seulement. L'article unique du projet de pleins pouvoirs a été repoussé par 264 voix contre 262.

La lecture de la déclaration ministérielle n'avait provoqué de protestations que sur les bancs communistes. Le centre avait applaudi ainsi qu'une partie de la droite et de la gauche. Quant au groupe radical-socialiste, il a observé toute la séance la plus grande réserve.

Avant la séance

L'attitude des groupes politiques de la Chambre

Les réunions de groupes, qui ont eu lieu mardi matin en petit nombre, n'ont donné qu'une vague impression de l'attitude que les diverses fractions de l'Assemblée prendraient dans les divers votes de cet après-midi.

Les socialistes S.F.I.O. officiellement contre le Cabinet Bouisson

Le groupe socialiste, qui a refusé sa collaboration au Gouvernement, a pris position contre lui. Il a chargé MM. Blum et Vincent Auriol de joindre une demande d'interpellation sur la politique générale à celles qui ont été déjà déposées, et de s'opposer à l'ajournement de la discussion de ces interpellations. M. Bracke a été désigné comme candidat à la présidence de la Chambre.

Le bureau de la Commission des pensions a reçu une délégation de la Confédération générale des anciens combattants.



(Mond. Photo-Press.)
M. JEANNENEY

tants, qui a vivement insisté pour que des engagements soient obtenus du Gouvernement en vue de sauvegarder les droits acquis des anciens combattants.

Au groupe radical, M. Herriot menace de démissionner

La réunion tenue par le Groupe radical-socialiste avant l'ouverture de la séance a été marquée par des incidents qui ont soulevés dans les couloirs une certaine émotion.

M. Edouard Herriot, qui était venu exposer à ses collègues les raisons qu'il avait de voter la confiance au Gouvernement avec les pleins pouvoirs, s'est trouvé en butte à l'opposition d'un assez grand nombre de ses collègues. Comme

il ne parvenait pas à convaincre ceux-ci, le ministre d'Etat a quitté brusquement la salle des délibérations en annonçant qu'il allait donner sa démission de président du parti.

Plusieurs de ses amis ont rejoint M. Edouard Herriot au moment où il se retirait dans les couloirs et, sur leur instance, il a consenti à revenir devant le groupe, où il a de nouveau insisté pour un vote favorable au Gouvernement.

La réunion s'est poursuivie ensuite très animée jusqu'au moment de l'ouverture de la séance, qui y a mis fin, toute décision se trouvant renvoyée à une réunion ultérieure qui aura lieu pendant la suspension de séance et avant les explications de vote.

« Parce que je n'avais qu'un souci : le salut du pays. (Les applaudissements éclatent très vifs sur presque tous les bancs, à l'exception de l'extrême-gauche.)

M. Fernand Bouisson lit sur un ton énergique la déclaration du Gouvernement que nous publions d'autre part, qui est à maintes reprises applaudie au centre, à droite et sur divers bancs à gauche et interrompue deux ou trois fois par les communistes.

Le Président du Conseil est vivement applaudi quand il dit que le Gouvernement doit riposter brutalement à l'attaque des spéculateurs quand il affirme la sollicitude du Gouvernement pour l'agriculture et qu'il faut avoir confiance dans l'avenir.

Les communistes faisant entendre des paroles ironiques, M. de Chambrard se fâche et les rappelle à l'ordre, tandis que M. Fernand Bouisson se tournant vers les interrupteurs, leur dit : « Ne profitez pas de ce que je suis descendu d'un étage. » (Rires.)

La péroraison de la déclaration ministérielle que le Président du Conseil lit d'une voix de plus en plus décidée et mâle, fait grand effet.

Elle est vivement applaudie au centre et sur divers bancs à gauche et à droite.

Les interpellations sont renvoyées à la suite par 200 voix de majorité

Le Président donne lecture des demandes d'interpellations de MM. Ramette, Thorez, Gaston Martin, Léon Blum et Vincent-Auriol sur la politique générale du Gouvernement.

Le Président de Chambrard. — Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la discussion de ces interpellations ? M. Fernand Bouisson. — La Chambre et le pays demandent des actes. M. Ramette

il ne parvenait pas à convaincre ceux-ci, le ministre d'Etat a quitté brusquement la salle des délibérations en annonçant qu'il allait donner sa démission de président du parti.

Plusieurs de ses amis ont rejoint M. Edouard Herriot au moment où il se retirait dans les couloirs et, sur leur instance, il a consenti à revenir devant le groupe, où il a de nouveau insisté pour un vote favorable au Gouvernement.

La réunion s'est poursuivie ensuite très animée jusqu'au moment de l'ouverture de la séance, qui y a mis fin, toute décision se trouvant renvoyée à une réunion ultérieure qui aura lieu pendant la suspension de séance et avant les explications de vote.

« Parce que je n'avais qu'un souci : le salut du pays. (Les applaudissements éclatent très vifs sur presque tous les bancs, à l'exception de l'extrême-gauche.)

M. Fernand Bouisson lit sur un ton énergique la déclaration du Gouvernement que nous publions d'autre part, qui est à maintes reprises applaudie au centre, à droite et sur divers bancs à gauche et interrompue deux ou trois fois par les communistes.

Le Président du Conseil est vivement applaudi quand il dit que le Gouvernement doit riposter brutalement à l'attaque des spéculateurs quand il affirme la sollicitude du Gouvernement pour l'agriculture et qu'il faut avoir confiance dans l'avenir.

Les communistes faisant entendre des paroles ironiques, M. de Chambrard se fâche et les rappelle à l'ordre, tandis que M. Fernand Bouisson se tournant vers les interrupteurs, leur dit : « Ne profitez pas de ce que je suis descendu d'un étage. » (Rires.)

La péroraison de la déclaration ministérielle que le Président du Conseil lit d'une voix de plus en plus décidée et mâle, fait grand effet.

Elle est vivement applaudie au centre et sur divers bancs à gauche et à droite.

Les interpellations sont renvoyées à la suite par 200 voix de majorité

Le Président donne lecture des demandes d'interpellations de MM. Ramette, Thorez, Gaston Martin, Léon Blum et Vincent-Auriol sur la politique générale du Gouvernement.

Le Président de Chambrard. — Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la discussion de ces interpellations ? M. Fernand Bouisson. — La Chambre et le pays demandent des actes. M. Ramette

Le beau voyage du paquebot "Normandie"

New-York et Washington font fête à M^{me} Lebrun "la première lady de France"



Voici à l'arrivée en vue de New-York, de gauche à droite : LE MAHARAJA KAPURTHALA, M^{rs} ALBERT LEBRUN, LE COMMANDANT RENÉ POGNET ET M. WILLIAM BERTRAND, MINISTRE DE LA MARINE FRANÇAISE. (Téléphoto N.Y.T.)

La réception en l'honneur de M^{rs} Albert Lebrun

M. La Guardia, maire de New-York, a donné, à l'hôtel Waldorf Astoria, un dîner en l'honneur de M^{rs} Albert Lebrun, de sa fille, de sa belle-fille, de M. William Bertrand, ministre de la Marine marchande, du gouverneur général Olivier et de la délégation officielle française.

M. de Laboulaye, ambassadeur de France, et de nombreuses personnalités assistaient à ce dîner.

Au nom du Comité de réception de New-York, M. La Guardia a remis à M^{rs} Albert Lebrun une pendule gravée représentant Normandie traversant l'Atlantique.

Les remerciements de M. William Bertrand

A la fin du dîner, M. William Bertrand a prononcé un discours dans lequel il a exprimé, au nom de M^{rs} Lebrun, du Gouvernement de la République et de ses compatriotes, ses remerciements pour l'accueil inoubliable que la ville de New-York et son maire ont réservé aux passagers de Normandie.

« Cette tournée marquée, j'en suis sûr, a-t-il dit, une très grande, une très belle date dans l'histoire de l'amitié franco-américaine, si féconde déjà en éléments de rapprochement. »

Tous les Français qui ont été soulevés par une indicible émotion de l'arrivée dans le plus grand, dans le plus beau port du monde du plus beau, du plus grand paquebot du monde.

Enfin, ce soir, la Municipalité de New-York devait nous réserver l'accueil le plus délicat et le plus enchanteur, le mieux fait pour charmer les messagers de la France. Quand Normandie salua la statue de la Liberté, ce fut vraiment par sa voix grave et profonde, la démocratie française qui s'adressa à la grande démocratie américaine, toutes deux unies dans la même foi et le même idéal, passionnément défendus en commun, en des jours tragiques dont nul Français n'a perdu le souvenir reconnaissant.

Ainsi construisant, l'une le plus grand navire du monde, l'autre pour l'accueillir le plus grand cité du monde, la France et l'Amérique ont collaboré à la même œuvre de rapprochement de progrès et de paix.

La bienvenue de M. La Guardia

M. La Guardia a souhaité la bienvenue aux passagers de Normandie au nom de la Ville de New-York. « Nous avions, a-t-il dit, que je paquebot symboliserait le génie français, nous attachons beaucoup de prix au compliment que la France a fait à nos Etats-Unis en construisant ce chef-d'œuvre qui assurera le transport de nos ports et ceux de France, mais que nous n'attendions pas, c'était le privilège de recevoir la « first lady France ». M^{rs} Lebrun, la plus grande, la plus belle, la plus française, est de vous recevoir en présence de l'Atlantique new-yorkaise. »

M. La Guardia a lu ensuite une lettre du secrétaire d'Etat, M. Hull, souhaitant en ces termes la bienvenue à M^{rs} Lebrun et à la délégation française, au nom du Gouvernement des Etats-Unis.

M. de Laboulaye, se faisant l'interprète de M^{rs} La Guardia, a remercié la Ville de l'accueil qui a été fait aux passagers de Normandie ; il a ajouté : « Je suis convaincu que le ponton réalisé aujourd'hui dans la domaine des transports maritimes entre la France et l'Amérique, non seulement sera des résultats bienfaisants dans les domaines du commerce et de l'industrie, mais encore qu'il développera les échanges des idées et des connaissances pour un bénéfice commun, et qu'il nous aidera à travailler de cœur et de volonté au maintien de nos idéaux. »

M^{rs} Lebrun visite le plus haut gratte-ciel de New-York, a fait à M^{rs} Albert Lebrun les honneurs de l'Empire State Building, le plus haut gratte-ciel de la ville. M^{rs} Lebrun a contemplé longuement le panorama de l'immenité citée de l'Observatoire du 102^e étage.

Une délégation féminine, présidée par M^{rs} La Guardia, a remis ensuite à M^{rs} Lebrun une cité de New-York, faite d'éclat et de roses.

Des ses premiers pas sur la terre américaine, M^{rs} Albert Lebrun a su conquérir tous les cœurs par sa simplicité et son charme souriant.

Les New-Yorkais sont très fiers d'avoir l'honneur unique de recevoir la visite de « la première lady de France », venue sur le plus grand bateau du monde. Ils ont été visiblement touchés.

EN ANGLETERRE Celui qui s'en va et celui qui reste



(Mond. Photo-Press.)
CELUI QUI S'EN VA... ET CELUI QUI RESTE... M. STANLEY BALDWIN QUI REMPLACERA M. MACDONALD COMME PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE. NOTRE DOCUMENT MONTRE M. MACDONALD ET LE FUTUR PREMIER MINISTRE M. S. BALDWIN.



VOICI « NORMANDIE » DEVANT LES GRATTE-CIEL DE NEW-YORK. (Téléphoto N.Y.T.)